

Dominique de Villepin : « L'éradication du Hamas est illusoire, Israël doit adapter ses buts »

[S lesoir.be/548762/article/2023-11-11/dominique-de-villepin-leradication-du-hamas-est-illusoire-israel-doit-adapter](https://lesoir.be/548762/article/2023-11-11/dominique-de-villepin-leradication-du-hamas-est-illusoire-israel-doit-adapter)

11 novembre 2023

S'il ne représente plus la France, l'ancien premier ministre Dominique de Villepin reste l'homme d'un discours historique, en février 2003, quand il avait tenté devant l'ONU de dissuader les Etats-Unis d'engager la guerre en Irak. Vingt ans plus tard, il appelle Israël à ne pas reproduire les erreurs du passé en privilégiant la « surenchère de la force » au détriment d'une stratégie politique. Un entretien conduit le 7 novembre, juste avant la Conférence humanitaire de Paris.

Comment analysez-vous le moment où nous nous trouvons dans la crise israélienne ?

Nous sommes dans un moment décisif, d'abord sur le plan humanitaire, mais aussi sur le plan stratégique, si on prend un peu de recul, parce qu'il faut comprendre que la tragédie du 7 octobre, la barbarie terroriste du Hamas qui s'est déchaînée contre des innocents israéliens, s'inscrit dans un temps long et marque un double échec du gouvernement israélien de Binyamin Netanyahou. Le premier échec est celui de la politique de sécurité traditionnelle d'Israël fondée sur une stratégie de dissuasion de toute attaque par la force, et exclusivement par la force. Cette politique a échoué, alors même qu'Israël avait tout misé sur les moyens technologiques : le mur, le dôme de fer et un contrôle militaire sévère. Mais il y a un deuxième échec qu'il faut bien garder en tête car c'est une composante essentielle de ce qui peut suivre. C'est la politique d'occupation et de colonisation qui continue de se dérouler en Cisjordanie, qui a fait ces derniers mois plusieurs centaines de morts du fait des colons et qui s'est intensifiée depuis le 7 octobre.

En quoi ce double échec concerne-t-il la riposte d'Israël aujourd'hui ?

Aujourd'hui, la riposte menée par le gouvernement Netanyahou, loin de tirer la leçon de ces échecs, a fait le choix d'une surenchère dans la politique de force et de sécurité, sans aucune stratégie politique. Je pense que cette politique ne peut conduire qu'à plus d'insécurité pour Israël, voire à une extension du conflit en Cisjordanie et même à un élargissement au niveau régional, avec le Hezbollah au Liban ou l'Iran. L'objectif d'éradication du Hamas justifie pour Israël les atteintes aux populations civiles – ce que l'armée appelle pudiquement les dommages collatéraux. Je crois qu'on ne peut pas accepter le raisonnement selon lequel une exigence de sécurité non négociable justifierait une politique de bombardement ne tenant aucun compte des populations civiles.

Mais Israël a le droit de se défendre, alors que devrait être cette riposte ?

A l'heure actuelle, Israël mène trois guerres. La première est une guerre de siège, le blocus de Gaza qui fait qu'aucun Gazaoui ne peut entrer ou sortir, qu'ils sont en quelque sorte pris en otages à la fois par le Hamas et par Israël. La deuxième guerre menée est une stratégie de bombardement massif, qui a pour objectif de casser toute possibilité de résistance en sidérant les populations, mais qui accroît le risque et fabrique, pour chaque enfant, chaque femme, chaque civil tué, plus de vocations terroristes. Il est donc essentiel d'arrêter cet engrenage. La troisième guerre menée, c'est l'intervention au sol avec des opérations coups de poing visant des objectifs spécifiquement militaires. C'est là, au sol, qu'on peut obtenir une réponse plus ciblée et plus proportionnelle.

Alors, que faudrait-il faire aujourd'hui ?

Un cessez-le-feu est nécessaire, d'autant qu'il n'y a pas de stratégie politique. Ce temps d'interruption doit permettre deux choses. D'abord alléger les souffrances des populations civiles, répondre aux besoins de gens littéralement affamés et assoiffés. Mais il y a une deuxième utilité à ce temps d'interruption : inciter Binyamin Netanyahou à fixer des objectifs plus précis, plus clairs et plus responsables à son armée.

Qu'entendez-vous concrètement par cela ?

Cela veut dire que les bombardements indiscriminés et le siège absolu sont aujourd'hui constitutifs, possiblement, de crimes de guerre. Et la communauté internationale ne peut pas cautionner une telle stratégie. Je pense qu'Israël doit donc adapter ses buts de guerre. L'éradication du Hamas est illusoire. Le seul objectif militaire crédible me semble être l'élimination des responsables du Hamas et de l'horreur du 7 octobre. Ce qui veut dire plus d'opérations ponctuelles au sol. Certes, c'est plus dangereux pour l'armée israélienne.

Vous dites qu'éradiquer le Hamas est illusoire et qu'il faut cibler les terroristes. Mais quelle est la différence ?

Vous n'éradiquez pas le terrorisme avec des bombes. Une fois qu'il est dans les cœurs et dans les têtes, il prolifère. Et pour chaque bombe qui tombe sur une ambulance ou une école à Gaza, c'est des dizaines de nouveaux terroristes qui naissent et se lèvent. C'est ça qu'il faut comprendre. Je le dis depuis plus de vingt ans : la guerre contre le terrorisme ne se gagne pas avec des armées. La lutte contre le terrorisme implique une stratégie politique et c'est pour cela qu'il faut distinguer la réponse par la force, souvent nourrie par la vengeance, de la réponse par la justice. C'est la justice qui permet de répondre au terrorisme. Si on veut couper la voie au recrutement du terrorisme, si on veut le réduire, il faut distinguer les responsables du Hamas du reste des militants et de ceux qui pourraient les rejoindre.

Pourquoi combattez-vous la notion de guerre contre le terrorisme ?

Quand on prend toutes les guerres d'intervention menées par les Etats-Unis et les pays occidentaux depuis le 11 septembre 2001, toutes ont conduit au chaos et à la déstabilisation de ces régions. En Afghanistan, en Irak, en Syrie... Il est essentiel de tirer les leçons de l'échec de la guerre contre le terrorisme, comme de toute stratégie menée sans objectif politique. En conséquence, Israël devrait réévaluer de façon réaliste son objectif militaire. La communauté internationale y a d'autant plus intérêt que la stratégie israélienne comporte de forts risques d'extension de la guerre et d'aggravation du terrorisme, dans la région comme chez nous.

Et ensuite, que fait-on ?

Ensuite se posera la question d'une administration temporaire de Gaza. Le premier ministre israélien affirme que son pays en assumera la responsabilité générale. Je pense que ce n'est pas la bonne réponse, et qu'il vaudrait mieux que cette administration s'opère sous l'égide de l'ONU, par des pays arabes ou des pays volontaires de la communauté internationale, en accord avec Israël.

Pourquoi Israël ne devrait-il pas assumer ce rôle ?

Pour deux raisons. La première c'est qu'Israël l'a déjà fait et que ça n'a pas marché. Cela ne marchera pas davantage, car Israël serait alors la cible quotidienne non pas seulement du Hamas, mais vraisemblablement de l'ensemble de la population. L'autre raison tient à la logique politique dans laquelle s'inscrivent plusieurs membres du gouvernement Netanyahu, avec une ambition non dissimulée d'annexion des territoires occupés. C'est la tentation d'une politique du pire, qui tout à la fois justifierait les bombardements aveugles et écarterait toute stratégie politique, pour finalement régler le problème par une annexion pure et simple des territoires – de Gaza mais également de la Cisjordanie et de Jérusalem Est. Il faut donc être au clair : la meilleure solution serait un mandat international sur Gaza et l'ensemble des territoires occupés. Elle aurait le mérite d'assurer une séparation nette des territoires, ce qui est le vœu de beaucoup d'Israéliens aujourd'hui. L'inquiétude entre les populations est telle qu'on ne peut pas imaginer avancer vers un Etat binational, laïc et démocratique. Il faut donc une solution simple et claire : l'évolution vers un Etat indépendant incluant une Cisjordanie qui ne serait pas en forme de peau de léopard mangée par les colonies. Un Etat viable, capable d'assumer ses responsabilités et qui pourra donc offrir des garanties de sécurité. Un tel schéma permettrait de ne pas reproduire les échecs du passé. Les Américains l'ont dit aux Israéliens, insistant sur l'importance de tirer les leçons de l'histoire et de ne pas suivre le chemin emprunté au lendemain du 11 septembre. On sait maintenant qu'on ne peut pas gagner la guerre contre le terrorisme, que ces guerres d'intervention sont sans issue autre qu'un retrait à plus ou moins brève échéance.

Comment y arriver, vous êtes une voix isolée...

Cela demande du courage, de l'audace, de l'imagination et bien sûr du pragmatisme. Ce que je dis, je le dis en ami d'Israël, comme je parlais hier en 2003 en ami des Américains. Qui étaient alors leurs vrais amis ? Ceux qui soutenaient la guerre à tout prix ? Ou n'était-ce pas la France, qui par réalisme et amitié leur disait : ne faites pas cette bêtise ? Eh bien aujourd'hui je le redis, et il faut que les pays européens en prennent conscience : ce n'est pas aider Israël, ce n'est pas être de bon conseil que de l'encourager dans cette politique de force, parce qu'elle est sans issue et qu'à terme elle nous conduit à une bataille front contre front, Occident contre reste du monde, civilisation contre civilisation, ce qui est une perspective terrifiante. Sans compter que cette bataille il faudra la mener aussi chez nous, parce qu'il y a le risque, ici, que des fronts intérieurs s'allument à force d'incompréhensions. C'est pour ça que nous devons être pleinement mobilisés face à la montée, en France comme en Allemagne et dans d'autres pays européens, de l'antisémitisme.

Encore une fois : comment y arriver ?

Nous devons prendre conscience dans ce contexte, de l'importance d'élever notre réponse diplomatique. Il faut une réponse beaucoup plus forte, guidée par deux principes qui rassemblent tous les Européens : la paix et la justice. Or il n'y a pas de paix possible par la force seule, il faut une stratégie politique. Et il n'y a pas de justice possible sans la création d'un Etat palestinien.

Vous n'avez pas cité l'Autorité palestinienne. Quel rôle pourrait-elle jouer dans cette crise ?

Je pense qu'aujourd'hui une administration temporaire confiée à l'Autorité palestinienne se heurterait à plusieurs problèmes. D'abord, ne l'oublions pas, le Fatah a perdu en 2006 les élections à Gaza. Serait-il le bienvenu ? Serait-il vu comme un représentant d'Israël à Gaza ? Je pense que le cycle terroriste et le cycle de violence ne s'interrompraient pas. Même si l'Autorité palestinienne peut servir comme instance de dialogue, elle n'a pas la capacité de prendre en charge une tâche aussi lourde. Il va falloir entrer dans une période de transition pour désigner un interlocuteur légitime du côté palestinien. On a beau jeu de dire qu'il n'y en a pas, c'est faux. Un certain nombre sont en prison ou éloignés, on cite souvent des gens comme Marwan Barghouti ou Mohammed Dahlan. Il y a des personnalités, à condition qu'on veuille bien leur permettre d'émerger.

Vous dites que vous n'êtes pas utopique, juste réaliste, mais que se passera-t-il si Israël n'emprunte pas la voie que vous indiquez ?

Nous sommes à la cinquième Guerre de Gaza, alors nous aurons d'autres guerres, avec des conséquences toujours plus graves d'embrasement régional ou international. Et l'insécurité d'Israël ne fera que s'accroître. L'autre élément à prendre en compte, c'est que nous sommes dans une région qui va droit à la prolifération. L'Iran est à la veille de détenir l'arme

nucléaire, beaucoup d'États arabes ont compris des crises récentes que la meilleure protection était l'arme nucléaire... Il n'y a pas de bon scénario en dehors de la paix et de la justice.

Et comment jugez-vous la politique de l'Union européenne ?

Elle n'a pas beaucoup d'impact sur la réalité dont je parle. On se querelle sur les mots « pause », « trêve » : il est très tentant face à des drames aussi grands de partir dans des disputes de mots ou de forme, c'est justement ce qu'il importe d'éviter. Nous sommes le premier bailleur de fonds de la Palestine. Nous devons nous engager et défendre une vision politique, nous devons être capables de formaliser un avenir pour les Palestiniens, capables de penser ce à quoi doit ressembler une véritable sécurité pour Israël. Et quand nous voyons Benjamin Netanyahu s'engager dans une voie sans issue, dans une impasse, nous devons être capables de le dire.